

Déconnexion, contradictions, dévotion... Comment l'affaire Bétharram fait vaciller François Bayrou

Charlotte Chaffanjon

A l'approche de son audition en mai par la commission d'enquête, la pression se fait de plus en plus forte sur le Premier ministre, dont la vie personnelle et politique était intimement liée à l'institution. Révélation sur un homme pris entre «la foi et la loi», qui considérerait-il y a une dizaine d'années encore qu'une claque était «un geste de père de famille».

Christian Mirande manquerait presque de s'étouffer en s'esclaffant, remerciant au passage son flair un demi-siècle plus tard comme si la décision avait été prise hier : *«Ah non, mes filles n'y ont pas été ! Il y avait déjà une réputation de discipline quasiment militaire. Je n'aurais certainement pas mis mes enfants là-bas, je ne suis pas fou.»* Elles ont désormais une cinquantaine d'années, la même génération que les aînés de François Bayrou – les six enfants du Premier ministre ont pour la plupart été scolarisés au sein de l'institution catholique Notre-Dame de Bétharram.

L'actuel Premier ministre était déjà à l'époque le voisin de Christian Mirande dans le petit village de Bordères (Pyrénées-Atlantiques). Là où il est né il y a 73 ans, au cœur du Béarn, entre Pau et Lourdes. Là où sa progéniture a grandi à l'ombre de la chaîne des Pyrénées. Là où il vit encore – lorsqu'il n'est pas à Paris – avec son épouse Elisabeth, qui exerçait comme prof de catéchisme dans les années 1990 à Bétharram, désormais régulièrement importunée par des journalistes qui viennent frapper à la porte de la maison.

Christian Mirande est également ancien juge d'instruction à Pau, et lui aussi voit défiler beaucoup de journalistes. Mais l'octogénaire les accueille volontiers à la chaîne, depuis qu' [il a révélé une discussion qu'il aurait eue avec François Bayrou en 1998](#), alors qu'il instruisait une première plainte pour viol [à l'encontre du père Silviet-Carricart](#), ex-directeur de Bétharram entre 1987 et 1993. Le religieux avait été placé en détention, puis avait été libéré. François Bayrou serait alors venu demander à son voisin, «son ami», dira-t-il même, s'il fallait se soucier d'avoir scolarisé ses enfants à Bétharram.

«Il était particulièrement inquiet parce que le dernier de ses fils y était encore élève», souligne Christian Mirande. Qui a une nouvelle fois raconté *«cette discussion de plusieurs heures»* ce jeudi 10 avril alors qu'il était auditionné en visioconférence par [la commission d'enquête parlementaire](#) sur la prévention des violences dans les établissements scolaires. A sa grande surprise, le futur Premier ministre [avait pourtant d'abord nié publiquement](#) avoir été au courant de quelconques sévices sexuels – et même de quelconques violences –, puis avait expliqué qu'il était possible qu'ils aient, avec Christian Mirande, évoqué *«une ambiance»*.

Les oreilles de François Bayrou ont dû siffler toute la journée de jeudi puisqu'Alain Hontangs, un ancien gendarme chargé de l'affaire Carricart, a affirmé lors de son audition que Christian Mirande lui avait à l'époque parlé d'une *«intervention»* de l'actuel Premier ministre dans le dossier que *«le procureur général demandait à voir»*. Ce qu'a toujours nié l'homme

politique. Vendredi 11 avril, Bayrou a affirmé lors d'un déplacement à la foire aux vins et aux fromages de Coulommiers, en Seine-et-Marne, qu'il n'était «*absolument pas*» intervenu dans une affaire judiciaire. «*Les juges et les gendarmes, vous savez, ça se trompe comme les autres*», a ajouté le Premier ministre.

De son côté, Mirande dit ne pas se souvenir de son échange de 1998 avec l'enquêteur, mais avoir confiance en cet homme et estimer son témoignage crédible. Le père Carricart se suicidera en 2000 à Rome, où il avait trouvé refuge auprès du Vatican, alors qu'il s'apprêtait à être convoqué après une deuxième plainte pour agression sexuelle.

La pression est donc plus forte que jamais autour de François Bayrou, empoisonné depuis le mois de février 2025 par cette affaire hors norme. Et elle n'est pas prête de redescendre : la ministre de l'Education nationale Elisabeth Borne a annoncé à [La Croix](#) qu'elle réclamait à l'inspection générale une enquête sur l'établissement.

Pour Elisabeth Guigou, «une polémique nulle et minable lancée par Bayrou»

L'histoire de Bétharram est celle d'un scandale d'Etat révélée au grand jour, des dizaines et des dizaines d'années de maltraitance contre les élèves de l'établissement, qui aboutissent désormais à 200 plaintes auprès du parquet de Pau pour violences physiques, psychiques et abus sexuel, [dont 48 encore déposées mercredi 2 avril](#).

Avec, en toile de fond, cette question lancinante, que les explications chaotiques de François Bayrou ne balaient toujours pas : que savait réellement cet homme politique majeur de la région, président de la communauté d'agglomération et maire de Pau depuis 2014, ancien président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, des violences perpétrées dans l'école ? Aurait-il pu agir, a-t-il consciemment protégé l'institution et ses démons ? Une affaire d'autant plus vertigineuse qu'elle entrelace comme aucune autre le privé et le public, la vie de famille de François Bayrou, hautement spirituelle, et son activité professionnelle marquée par la défense de la laïcité, l'intime et le politique. Qui plus est chez un homme politique qui, bien plus que d'autres, a érigé des murs entre toutes les sphères de son existence.

Manifestement agacé d'être multisollicité, le Premier ministre, à qui Emmanuel Macron a publiquement accordé «*toute sa confiance*» sur le sujet, rétorque sèchement à *Libération* qui souhaitait l'interroger : «*Je n'ai pas envie de remettre une pièce dans une machine de déstabilisation. Sans compter que les gens qui instrumentalisent cette affaire dramatique se foutent du fond du dossier.*» «*Les gens*», c'est-à-dire dans son esprit [principalement La France insoumise](#), qui serait coupable d'instruire à son encontre un procès politique et de chercher à en faire «*une victime expiatoire*».

Une rhétorique reprise par les médias réactionnaires de Vincent Bolloré, tel [le Journal du dimanche](#), qui s'est fendu le 23 février d'une analyse affirmant que «*l'extrême gauche et Mediapart ont tenté de déstabiliser François Bayrou en instrumentalisant des viols sur mineurs commis à Bétharram*». Le locataire de Matignon a également tenté de rejeter la faute de l'inaction [sur d'anciennes membres socialistes du gouvernement Jospin](#), en poste au moment de l'affaire Carricart, qui selon lui était forcément au courant du dossier : l'ancienne ministre de la Justice Elisabeth Guigou, qui rétorque en privé que c'est «*une polémique nulle et minable lancée par Bayrou pour se défausser*», et Ségolène Royal, ancienne secrétaire d'Etat à l'Enseignement scolaire, qui nous répond qu'elle souhaite pour se défendre de ces

accusations être entendue par [la commission d'enquête](#) devant laquelle les victimes clament qu'il s'agit du «*#MeToo de l'enseignement catholique*».

Parmi les proches de François Bayrou – dont il faut préciser que la quasi-totalité ont réclamé l'anonymat sur le sujet le plus sensible qu'ils aient à gérer –, deux hommes, le communicant Régis Lefebvre et l'historien [Camille Pascal](#), ont travaillé au cabinet de [Dominique Baudis](#), ancien maire de Toulouse accusé à tort de viol et de meurtre à l'encontre de prostituées en mai 2003. Avec le Premier ministre, ils se sont remémoré au début de l'affaire Bétharram le sort réservé à leur ancien patron sur un air franchement complotiste, à tel point que le Premier ministre a fini par laisser filtrer le résultat de leur analyse dans la presse : «*Ces méthodes sont les mêmes que celles utilisées contre Dominique Baudis. [Il faut laisser les manipulateurs se noyer dans leur vomir.](#)*»

Bayrou réserve désormais sa parole à [la commission d'enquête qui a fait savoir qu'elle le convoquerait le 14 mai](#). Mais d'ores et déjà, ses déclarations contradictoires, à l'Assemblée nationale, dans les médias, dans des réunions, et des révélations en série, ont enlisé le Premier ministre dans une situation inextricable.

«Bayrou a pris le sujet par-dessus la jambe»

Lorsque l'affaire éclate au début du mois de février via un article de [Mediapart](#), François Bayrou semble pris de court... Alors même que de nombreuses enquêtes parues entre autres dans [Libération](#) ou encore [Le Point](#) tout au long de l'année 2024, avant sa nomination à Matignon, exposaient déjà au grand jour l'enfer vécu par les pensionnaires de Bétharram.

Mais, étonnamment, François Bayrou n'est pas préparé à la tempête qui s'apprête à se lever, il n'a pas réfléchi au sujet, ne s'est pas replongé dans les archives, n'a pas construit d'argumentaire, n'a pas mis en place de dispositif de crise. Et se prend donc les pieds dans le tapis de la vérité. Ainsi, par exemple, il explique dans un premier temps ne pas connaître le père Carricart en ces termes alambiqués : «*Ma femme connaissait le père Carricart, mais je ne connais pas tous ceux que ma femme connaît.*»

Pourtant, il est certain qu'il fréquentait le religieux, au moins lors d'événements officiels liés à l'école. Ainsi, selon les informations de [Libération](#), ils avaient inauguré ensemble une salle polyvalente au sein de l'établissement en 1989 – Bayrou était alors député des Pyrénées-Atlantiques –, comme en atteste un article paru dans *les Rameaux*, la revue de l'établissement éditée et rédigée par des prêtres, des enseignants, des parents et des anciens élèves. Le journal du dernier trimestre de cette année-là reproduit le discours d'accueil du père Carricart, se félicitant de la présence de Bayrou, sous le titre «Une inauguration réussie pour une réalisation de qualité».

Au sein de la majorité, en cet hiver 2025, une partie des députés sont atterrés par l'amateurisme du chef du gouvernement, qu'ils ont déjà surpris pendant les questions au gouvernement en train de faire défiler sur l'écran de son téléphone portable des photos de chevaux... «*Comme pour tout, il a pris le sujet par-dessus la jambe*», soupire un pilier du groupe Renaissance. Un communicant proche de la macronie ajoute : «*Il faut comprendre que François Bayrou se fiche un peu de tout, parce que, dans sa tête, il n'existe pas un monde dans lequel il pourrait tomber.*»

De fait, informé de la parution du papier de [Mediapart](#) pour le 5 février, le Premier ministre a, devant un cercle restreint composé de quelques proches, telle Séverine de Compreignac du pôle parlementaire de Matignon, ou son conseiller de l'ombre Régis Lefebvre, pris son téléphone et appelé certains de ses enfants... Exactement comme s'il découvrait la lune. *«Il leur a expliqué qu'un article racontant qu'il y avait à Bétharram des affaires sexuelles s'apprêtait à sortir, que ça parlerait d'actes ultraviolents et de punitions sévères. Et il les a interrogés sur ce qu'ils savaient»*, raconte un témoin de la scène.

Tout cela alors que le climat autoritaire qui régnait à Bétharram depuis des dizaines d'années était tout simplement impossible à ignorer... Parce que connu de tous. *«Tout le monde savait que c'était une boîte qui vissait, explique la prédécesseuse socialiste de François Bayrou à la mairie de Pau, Martine Lignières-Cassou. Dans la région, on menaçait les enfants qui ne travaillaient pas bien d'aller à Bétharram. D'autant plus qu'à ce moment-là, les fessées étaient considérées [comme un mode d'éducation tout à fait normal.](#)»*

Pour Philippe Douste-Blazy, «Bétharram était le lieu où envoyer les enfants qui posaient problème»

De façon plus claire, un pont du quotidien *Sud Ouest*, qui a passé toute sa vie dans le coin, se souvient : *«Dans n'importe quel foyer, les parents disaient à leurs enfants : “Si tu continues, je te fous à Bétharram”.*» Maire de Lourdes entre 1989 et 2000, Philippe Douste-Blazy abonde : *«Les enfants qui posaient problème partaient tous soit à Bétharram, soit à Notre-Dame-de-Garaison [autre pensionnat du coin également cible [de plusieurs plaintes pour violences sexuelles](#), ce dont Douste-Blazy affirme à Libérationne rien savoir, ndlr]. Bétharram avait une réputation très dure. C'était considéré comme le lieu où envoyer les enfants qui posaient problème.»*

Pour autant, cela ne l'avait pas empêché de s'y rendre lui-même en mai 1996, en tant que ministre de la Culture, pour accompagner François Bayrou, alors ministre de l'Education nationale, lors de l'inauguration de la chapelle au sein de laquelle avait notamment été installé un sismographe afin d'enregistrer les moindres secousses de la terre. Bayrou avait profité de cette visite pour défendre bec et ongles Bétharram, pris pour la première fois dans une tourmente publique après la plainte d'un homme pour *«coups et blessures volontaires»* et *«traitements inhumains et dégradants»* à l'encontre de son fils, frappé si fort par un surveillant qu'il en avait perdu 40 % de son audition. L'élève avait ensuite été mis à la porte en plein mois de décembre, par 0°C, en simple slip et en tee-shirt.

Malgré la brutalité de l'épisode, François Bayrou avait lâché : *«Nombreux sont les Béarnais qui ont ressenti ces attaques avec un sentiment douloureux et un sentiment d'injustice. Ce n'est pas le ministre, ce n'est pas le parent d'élève qui parle, c'est le Béarnais.»* Tout cela alors que les faits avaient largement été documentés dans la presse et qu'il était donc impossible de les ignorer. Un mois avant cette visite, *Libération* publiait ainsi une enquête intitulée : [«Bétharram, le lycée fier de ses châtiments»](#) : *«Sur la porte de l'institution, ce vendredi, des articles de journaux sur “l'affaire”. La mère d'un garçon de sixième hausse l'épaule : “Si François Bayrou n'avait pas un fils ici, personne n'en aurait parlé.” Jusque-là, la présence de Calixte, fils du ministre de l'Education nationale, s'expliquait par la renommée de Bétharram. L'enfant devient encombrant. Sans lui, l'histoire serait restée “banale”. [...] Mon fils et mon mari ont connu pire. Ils en sont fiers, affirme encore la dame parent d'élève, choquée par l’“agitation médiatique”.*»

Pourtant, le 11 février 2025, éventuellement frappé d'amnésie passagère, François Bayrou martèle dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale : *«J'affirme que je n'ai jamais été informé de quoi que ce soit de violence, ou de violence a fortiori sexuelles, jamais.»* Et d'avancer «deux preuves». La première, avoir quitté le ministère de l'Education nationale *«depuis des mois»* au moment où éclate l'affaire Carricart en 1998 et la seconde, plus personnelle, est formulée ainsi : *«Est-ce que vous croyez que nous aurions scolarisé nos enfants dans des établissements dont il aurait été soupçonné ou affirmé qu'il se passe des choses de cet ordre ?»*

La fille de Bayrou : «Vous imaginez, on est 80 ou 100 dans la salle, et ça ne parle pas ?»

Certaines de ses propres déclarations passées, des archives de la presse locale et de la gazette de l'école, et de nombreux témoignages, le fait même qu'il ait, en 1996, alors ministre de l'Education nationale, diligenté lui-même une inspection au sein de l'école [qui a donné lieu à un rapport \(exonérant Bétharram, et dont l'auteur affirme désormais que ce travail «ne tenait pas la route»](#)), viendront tout infirmer de cette déclaration à l'Assemblée.

Même la fille aînée du Premier ministre, H., a déclaré à [Sud Ouest](#) en février, confirmant au passage avoir elle-même été témoin d'au moins une claque administrée à un élève lors de l'année 1987-1988, alors qu'elle était en première : *«La question du déni – individuel et collectif – c'est l'immense question que toute notre société a à poser. Et l'affaire Bétharram est pour moi une chance aujourd'hui, parce que c'est la question que je porte depuis des années, et sur laquelle j'ai envie qu'on avance autrement qu'en posant des injonctions. Vous imaginez, on est 80 ou 100 dans la salle, et ça ne parle pas ?»* L'ancienne brillante élève, devenue professeure en khâgne, a été très marquée par son passage dans cette institution. Au point qu'elle a choisi de livrer ses souvenirs manifestement difficiles à Alain Esquerre, ancien élève et fondateur du collectif des victimes, qui devrait les publier dans son livre à paraître le 24 avril, *le Silence de Bétharram* (Michel Lafon).

H. n'est pas la seule de la famille à avoir été témoin de scènes problématiques. Une professeure de mathématiques, Françoise Gullung affirme avoir *«entendu un adulte cogner sur un enfant»* peu après son arrivée au sein de l'école en 1994, alors qu'Elisabeth Bayrou était présente. *«Je lui ai dit : «Que peut-on faire ?» Je pense qu'elle n'a pas compris mon attente. Elle m'a simplement répondu quelque chose qui ressemble à ça [...] : «Ces enfants-là, on ne peut rien en tirer»»,* a-t-elle relaté à [la cellule investigation de Radio France](#).

Quand Bayrou estimait que gifler un enfant était «un geste de père de famille»

Rien de tout cela n'a jamais empêché François Bayrou d'entretenir avec l'établissement des liens allant bien au-delà de l'engagement d'un simple parent d'élèves. Ainsi, *Libération* a découvert qu'il a été choisi en 1985 par la région Aquitaine pour la représenter en tant que conseiller régional au conseil d'administration de l'école Notre-Dame de Bétharram. Cette présence, stipule un article paru dans *les Rameaux* au dernier trimestre de cette année-là, était censée permettre *«outre un contrôle de la bonne utilisation des fonds publics, d'aplanir par la concertation les difficultés qui pourraient se présenter»*. Dix ans plus tard, alors qu'on ignore si François Bayrou a bel et bien rempli son rôle au conseil d'administration – Matignon n'a pas répondu à *Libé* –, il soutenait l'école en lui accordant de larges subventions publiques entre 1995 et 1999 via le département qu'il dirigeait, [a révélé Mediapart](#).

Entre-temps, il y a multiplié les visites. Ici avec la secrétaire d'Etat chargée de l'Enseignement Michèle Alliot-Marie en 1987 pour la kermesse des 150 ans de l'école, là pour inaugurer une salle polyvalente sous l'égide du père Carricart en 1989, encore en 1996, il retourne avec Philippe Douste-Blazy. Au fil des ans, le climat se tend, les affaires éclatent, certains élèves tentent d'alerter. *«J'étais en classe avec le fils de François Bayrou, toute la famille savait»*, raconte pour [France 3 Nouvelle-Aquitaine](#) Eric Arassus, un ancien élève de Bétharram qui affirme que *«Calixte était un ami à l'époque. Souvent, on se confiait à lui, on lui disait "est-ce que tu peux peut-être prévenir, alerter, sensibiliser ta famille ?"»*

Alain Esquerre analyse l'inertie totale de François Bayrou de son point de vue qui va bien au-delà des seules considérations politiques : *«Quand je l'ai entendu répondre qu'il ne savait rien à l'Assemblée, j'ai vraiment entendu un parent d'élève de Bétharram s'exprimer. Ils sont nombreux parmi eux, et encore aujourd'hui, à répondre : "Qu'est-ce que tu viens m'emmerder avec cette vieille histoire" ; ou bien "oui, on donnait des claques avant, et alors, ça ne faisait pas de mal" ; ou encore "ça fait circuler le sang".»* Et de marteler : *«François Bayrou est à l'image de la société. De ce que les gens pensaient à l'époque et que les vieux parents pensent encore aujourd'hui.»* Lors d'un échange téléphonique avec le Premier ministre, Alain Esquerre lui a d'ailleurs dit, cash : *«François, tout est vrai, vous le savez très bien. Vous avez la même attitude que mes parents, vous niez.»*

[Un épisode de la vie politique de François Bayrou](#) éclaire sans doute comme nul autre ce point de vue. Le 9 avril 2002, celui qui est alors candidat à l'élection présidentielle est en déplacement à Strasbourg auprès de la maire Fabienne Keller. L'ambiance est un peu tendue, Bayrou est pris à partie. Dans un livre que le journaliste Pierre Taribo lui a consacré en 2012 *Le paysan qui rêvait de devenir président*, François Bayrou se souvient d'un climat *«chaud, violent dans l'affrontement verbal»*. Et déroule : *«Machinalement, je passe la main dans ma poche pour vérifier si toutes mes affaires, papier d'identité, stylo, sont là, et sur ma carte bleue, il y a la main d'un jeune en train de me faire les poches. La claque est partie. Sans trop réfléchir. C'était un geste de père de famille. J'ai dit à celui du gamin : "Si dans les mêmes circonstances vous aviez fait cela à mon fils, je vous aurais dit merci".»* Une claque, *«un geste de père de famille»*? Imaginer dire *«merci»* à un homme qui en aurait mis une à son fils ? A l'époque, personne n'avait relevé. Pire, dix ans avant ces confidences, au moment de l'incident, François Bayrou avait grimpé de 10 points dans les sondages pour la présidentielle, en dévoilant cette part autoritaire de sa personnalité.

Bayrou : «A l'église, je ne me pose pas de question. C'est le seul endroit où je ne suis pas responsable»

Vingt-trois ans plus tard, au milieu du mois de février 2025, François Bayrou réunit à la mairie de Pau neuf victimes de Bétharram, dont Alain Esquerre. Dans la salle des commissions, elles se mettent à raconter à François Bayrou durant plusieurs heures leur réalité, ce qu'elles ont vécu, vu, entendu. Les viols, les cheveux arrachés, les coups de poing dans le ventre. Le fameux supplice du *«perron»*. Les humiliations, la violence au quotidien. Des vies d'adultes traumatisées, parfois brisées. A l'un d'eux qui l'appelle *«Monsieur le Premier ministre»*, Bayrou, blême, rétorque : *«Ici, c'est François.»* Et pose la main sur le cœur d'un autre qui se met à pleurer. *«Au moins, j'aurais fait ça comme Premier ministre, permettre de surmédiatiser cette affaire »*, tente-t-il alors de se rassurer devant eux, qui refusent très majoritairement de faire du Premier ministre le seul coupable d'un déni généralisé et d'une omerta criminelle.

Un autre volet de la vie de François Bayrou est effleuré par Alain Esquerre comme parcelle d'explication à tout cela : *«Si Bayrou avait sifflé la fin de la partie, cela se serait arrêté. Mais les prêtres de Bétharram faisaient partie du corps électoral de Bayrou.»* La réalité, c'est que bien au-delà de son corps électoral, les prêtres font partie intégrante de la vie du Premier ministre, qui n'a jamais caché être un catholique pratiquant. Pour réaliser à quel point, il est éclairant de relire un ouvrage qui lui a été consacré en 1996, intitulé *François Bayrou, quand la providence veut...* Il y déclarait notamment : *«J'aime le pape comme un père. En plus, il ressemble physiquement à mon propre père. J'éprouve une manière de spontanéité filiale avec lui, je reconnais sa mission qui est d'essence spirituelle. En tant que chrétien, j'ai ressenti son élection comme un signe de la providence.»* Et aussi : *«A l'église, je ne me pose pas de question. C'est le seul endroit où je ne sois pas responsable. Je crois à ce qui a été écrit dans le Credo.»* Où l'on voit posée la question philosophique fondamentale et parfois insoluble de la remise en cause de l'institution catholique pour un pratiquant, vertigineuse au regard de l'actualité.

L'énigme des Béatitudes

Elisabeth Bayrou est aussi totalement habitée par la foi, elle dont le mari confiait dans ce même ouvrage que 90 % des lectures sont liées à la spiritualité. Elle s'était d'ailleurs rendue aux obsèques du père Carricart. Le couple, proche de [la communauté des Béatitudes](#), allait d'ailleurs au début des années 2010 être confronté à un scandale concernant cette institution catholique implantée à côté de chez eux, à Nay, et qu'ils fréquentaient alors assidûment depuis plus de trente ans. Elle voyait se succéder avec une régularité de métronome les accusations de dérive sectaire, de travail dissimulé, d'abus de faiblesse et aussi de violences sexuelles. *L'Express*, qui évoquait à l'époque les liens étroits qui liaient Bayrou à cette communauté dans un article intitulé [«Bayrou, entre foi et loi»](#), affirmait que l'homme politique n'y avait *«constaté aucun écart»*. A un journaliste de Capa qui réalisait un documentaire sur les Béatitudes, l'intéressé confirmait lui-même : *«Je n'ai jamais constaté de dérive sectaire.»*Décidément.

Mis à jour le 11 avril à 15h55 avec la déclaration de Bayrou à la foire aux fromages et aux vins.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)